

## RECENSIONS



**Laurent Gounelle**

***Le réveil***

Paris, Calmann-Lévy, 2022, 193 p.

C'est un roman mais tellement proche de la réalité en ce qui concerne le sujet et son traitement que le genre romancé échappe très rapidement au lecteur. Ce n'est pas la moindre des qualités de cet ouvrage expliquant la majeure partie des procédés de la fabrique du consentement collectif. À la question, « Si l'on parvenait à comprendre le mécanisme et les ressorts de la mentalité collective, ne pourrait-on pas contrôler les masses et les mobiliser à volonté sans qu'elles s'en rendent compte ? », l'auteur répond par une étonnante capacité à multiplier les exemples quotidiens que subissent nos contemporains, sans être ni accablant, ni adopter un style volontariste ou militant. Des procédés d'Édward Bernays, de la manipulation des foules américaines pour qu'elles acceptent l'entrée en guerre, à l'utilisation des émotions au service des multinationales, de leur lobbying auprès des relais politiques publics, États, Congrès, Union européenne, ou des projets globalistes type Forum de Davos, l'auteur entraîne son lecteur à la réflexion de fond sur notamment la manipulation des masses, le trilemme de Rodrik, le contrôle et l'influence des sociétés par la soumission volontaire, l'infantilisation et la terreur, la gouvernance de l'Union européenne et même sur les Éoliennes. La volonté de l'auteur d'amener son lecteur à la réflexion sans contrainte sur la faculté de jugement ni de discernement, se reflète également dans la légèreté de l'écriture. Cet ouvrage est une sorte de pendant à celui de José Saramago sur la démocratie moderne, *La Lucidité* (Paris, Seuil, 2006) en ce sens qu'il ouvre la voie aux réflexions de fond sur la société de contrôle, la manipulation de masse, les techniques de fabrication du consentement, notamment par la propagande de la terreur.

Roger Pontus



**Christine Ockrent**  
***L'Empereur et les milliardaires rouges***  
 Paris, L'Observatoire, 2023.

Comme tous ces auteurs d'essais légers, l'auteur essaie de profiter des sujets « tendances » pour vendre le maximum d'exemplaires, avec tous les nombreux relais médiatiques dont une telle personne peut bénéficier. Cette fois, c'est la Chine qui est censée lui procurer un statut d'analyste incontournable, demain, ce sera tout aussi bien la Namibie ou le Sri Lanka si ceux-ci devenaient sujets à la mode. Pour caractériser la forme de l'essai, qui en est aussi finalement le vrai fond, il suffit de comptabiliser le nombre de superlatifs négatifs par page pour comprendre l'objectif : espérer voir cette compilation d'informations datées et non référencées digérée par le lecteur telle quelle par le biais d'une dénonciation permanente plutôt qu'une analyse et le parti-pris à la place d'une démarche d'appréhension objective de la complexité des rapports de pouvoirs à l'intérieur du régime chinois. Le lecteur comprend rapidement qu'il s'agit d'un brûlot de commande propagandiste, une compilation d'articles de presse auxquels l'on a ajouté les superlatifs déjà mentionnés. L'auteur décrit un monde parallèle par rapport à la réalité et sa volonté de simplification hors des tendances lourdes est manifeste. Les éditeurs prennent leur responsabilité mais publier ce genre de produit, comprenant en couverture la photo indispensable de la vedette passablement rajeunie, discrédite plus encore l'édition qui privilégie l'effet au fond.

Renaud Ponan



**Mathilde Philip-Gay**  
***Faut-il juger Poutine ?***  
 Paris, Albin Michel, 2023, 157 p.

Cet essai de circonstance, dans un style censément juridique, plaide pour la création d'un tribunal spécial visant à juger les crimes d'agression de la Russie contre l'Ukraine et son auteur le publie après que, le 17 mars, la Cour pénale internationale (CPI) ait émis un mandat d'arrêt contre le président russe. Pour en être justiciable, il faut préalablement reconnaître l'autorité de la Cour, ce qui n'est pas le cas de la Russie, Vladimir Poutine ne peut pas être jugé par la juridiction internationale. Mathilde Philip-Gay a donc trouvé la solution : la création d'un nouveau

tribunal spécial visant à juger le chef d'État d'un pays membre du Conseil de sécurité des Nations unies, sur le chef d'accusation de crimes de guerre et de crime d'agression. Le déroulé des chapitres, dans un style sans nuance, ni finesse, plutôt pénible, apparaît comme la tentative répétée de justification de cette lubie. Peu importe finalement à Mathilde Philip-Gay, rien moins que le Droit international public, sa doctrine, comme sa pratique et sa jurisprudence. L'impudence d'une thèse de jugement *ad personam*, sorte d'adéquation du droit à la volonté idéologique de l'auteur serait déjà gênante en raison de la nature à-juridique du raisonnement, si ne venait s'insérer en plus dans l'esprit du lecteur, le fait que l'idée de ce nouveau tribunal ne soit pas venue à l'esprit de l'auteur depuis 1991, 32 ans quand même (nous n'évoquons pas ici les quelques 400 interventions de l'Amérique en dehors de ses frontières depuis sa création, il y a seulement 250 ans), c'est-à-dire depuis que les bombes otaniennes ont commencé à pleuvoir de plus en plus fréquemment et de plus en plus nombreuses tant en Europe que hors d'Europe, de quelques centaines au début, puis quelques milliers, pour en arriver aujourd'hui à plusieurs dizaines de milliers de bombes larguées chaque année sur la planète par des pays membres de l'OTAN, agissant en coalition de circonstance. Toutes les guerres de l'OTAN ne sont pas en conformité avec le droit international sauf sa première intervention dans le Golfe, au Koweït, laquelle rentrait dans le cadre de l'ONU. Ainsi, en ce qui concerne les violations du droit international, l'OTAN a notamment mené depuis 1989/1991 sept interventions illégales (Serbie (1999), Afghanistan (2001), Irak (2003), Libye (2011), Ukraine (2014), Yémen (2015), Syrie (2015) sans oublier les « révolutions de couleurs » Géorgie (dite des « Roses, 2003), Ukraine (« Orange », 2004), Kirghizistan, de la « révolution des Tulipes » en 2005. Abkhazie et Ossétie (2008), (Moldavie/Transnistrie, 2009), à nouveau Ukraine (« Maïdan », 2013-2014), Arménie (« de velours », 2018), ; etc., menant une grande partie de ces sociétés dans la guerre civile ou étrangère, dans l'implosion et la destruction. Mathilde Philip-Gay a-t-elle évoqué Guantanamo, les prisons noires de la CIA en Amérique latine et dans certains pays européens, les centaines de milliers de morts victimes collatérales des sanctions américaines selon les rapports de l'ONU, les milliers de morts par drones américains décidés par le Président américain dans des pays avec lesquels les États-Unis ne sont pas en guerre. Comme le rappelle l'ambassadeur suisse Jean-Pierre Vettovaglia « Et on voudrait nous parler de droit international public, celui-là même que les États-Unis ont remplacé par le « *rules based order* », c'est-à-dire des règles façonnées à Washington ? ». En termes de victimes d'interventions militaires et de sanctions préventives, on dénombre plusieurs millions de victimes depuis 1991.

Roland Pipet



**Jamie Bartlett**

*L'homme ou la machine ?*

*Comment l'Internet tue la démocratie*

De Boeck supérieur, Louvain-La-Neuve, 223 p.

Nous savons bien comment l'Internet transforme et modifie en profondeur la politique et la société de toutes les nations du monde. Jamie Bartlett invite le lecteur à approfondir ce constat par une réflexion sur le mal créé lentement mais sûrement au cœur du fonctionnement des États et des relations sociales. Largement au-delà de la simple dénonciation des scandales de violation de données, non par des *hackers* ou cybercriminels mais par les multinationales de l'Internet, il souligne l'effet de la technique sur notre capacité à conserver un jugement propre, une personnalité fruit d'un tissage d'expériences individuelles et collectives et non d'une multi-connexion entre déracinés et dépendants. Bartlett prédit que dans le monde numérique, la classe moyenne risque bien d'être sacrifiée au profit de l'économie dirigée par la nouvelle élite spécialisée dans l'intelligence artificielle et l'automatisation. La maîtrise du processus économique et fonctionnel de l'intelligence artificielle, de l'automatisation et du numérique accroîtra l'influence de la catégorie sociale restreinte possédant le pouvoir cognitif lié à cette évolution. L'augmentation du rendement financier du capital par rapport au travail est également une caractéristique évidente de la technologie numérique.

Le sous-titre affirme que l'Internet tue la démocratie. Mais c'est justement ici que le bât blesse. Nous nous trouvons au cœur de la limite de l'exercice, à partir du moment où Jamie Bartlett croit pouvoir distinguer la confiscation du pouvoir par les géants de l'informatique et les « valeurs » de la démocratie, alors que le phénomène oligarchique est ontologiquement lié à la démocratie moderne, elle-même fruit de la confiscation bourgeoise du pouvoir pour ses intérêts économiques. Lorsque l'auteur pense réellement que la « crypto-anarchie » est protégée par l'anonymat, et qu'il oppose loi et désordre, lutte contre la cybercriminalité et « *darknet* », on comprend qu'il rechigne à reconnaître, ou ne saisit pas que l'« ordre démocratique » ainsi invoqué est en réalité le maître d'œuvre de cette dépossession de l'espace public. L'achèvement du processus moderne passe par l'utilisation de tous les moyens, institutions au service des puissances financières aujourd'hui investies en masse dans les technologies de l'information, et judiciarisation des rapports sociétaux notamment, pour compléter le dispositif de surveillance, d'autosurveillance et de

formatage des « citoyens ». Jamie Bartlett ne fait qu'appliquer une des lois dialectiques de la nécessité d'une fausse opposition pour sauvegarder le système.

RP



**Berg Eugène**

***Ukraine, février 2023. Les racines du conflit, Son impact sur les démocraties, un nouvel ordre mondial ?***

Paris, Maisonneuve et Larose/Hémisphères, 2023, 454 p + 8 pages de cartes en couleurs.

Diplomate, l'auteur est un authentique observateur et analyste des relations internationales depuis de longues années. Sa parole est précieuse et voici ce qu'il nous livre : « les répercussions de cette guerre sont globales et profondes.

Elles annoncent une scission du monde en plusieurs blocs qui vont chacun s'efforcer d'accroître leur domination. La Russie, pays européen par son histoire et sa culture, se détourne du sous-continent pour se rapprocher de l'Asie et du reste du monde ; la Chine place ses pions sur l'échiquier européen ». Essayiste et diplomate, Eugène Berg est spécialiste du Pacifique, de la Russie et du monde slave. Chroniqueur à la télévision et contributeur régulier de revues (*Politique étrangère*, *Revue Défense Nationale*, *Esprit*, *Le Monde diplomatique*, *Géostratégiques*, ...), il a fait paraître plusieurs ouvrages dont *Un ambassadeur dans le Pacifique* (2009), *La Russie pour les nuls* (2016) ou encore *À la recherche de l'ordre mondial* (2018) et *De l'ordre européen à l'ordre mondial* (2021). Eugène Berg, décrit assez rapidement quel est l'objectif poursuivi dans l'ouvrage, après avoir rappelé que les États font la guerre et la guerre fait les États. Si le conflit qui se déroule en Ukraine aura forgé un nouvel ordre planétaire, « cet ouvrage [en] décrit les prémices, les fondements et les évolutions à venir ». Le travail de l'auteur est scindé en cinq parties équilibrées et fortement thématiques : « Le legs d'une histoire partagée, sans arrêt disputée », « De l'indépendance au conflit dans le Donbass », « Les causes de la guerre », « La marche vers la guerre » et « L'impact planétaire du conflit ukrainien ». Dans ce fort ouvrage, la montée en puissance du raisonnement géopolitique est tout à fait respectée en commençant par les racines historiques des relations et des conflits entre l'« empire russe » et les populations en Ukraine dans une perspective d'histoire longue, dite civilisationnelle, puis en remontant assez rapidement sur les causes contemporaines et actuelles du sanglant affrontement. Le lecteur distingue plusieurs points d'intérêts majeurs dans l'ouvrage : la connaissance des événements passés lointains ou

récents et leur restitution dans le cadre de l'analyse géostratégique ; la compréhension du caractère quasi-immédiatement global du conflit, lequel oppose en réalité les grandes puissances pour le maintien de l'unipolarité ou l'apparition d'une véritable polarité des puissances mondiales. Enfin l'appréhension des réalités de terrain permettant une étude fine des psychologies des peuples, fondamentales dans les temps de troubles, acquises par l'auteur grâce à une expérience exceptionnelle à travers le monde. Eugène Berg ouvre des perspectives prudentes mais pertinentes sur l'avenir du conflit. L'auteur n'oublie pas dans cette projection la capacité européenne et française. Il cite notamment longuement Emmanuel Macron lequel a esquissé « les importantes lignes de la nouvelle Revue stratégique, rédigée en urgence pour tirer les leçons de la guerre en Ukraine, première étape avant les débats sur la prochaine loi de programmation militaire 2024 -2030 (...). Emmanuel Macron, a saisi l'occasion de l'achèvement de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, pour lancer le *Serment de Strasbourg*. Le chef de l'État a repris, le 9 mai, l'idée d'une confédération européenne, entreprise en décembre 1989 par l'ancien président François Mitterrand. Il s'agissait à ce moment-là d'envoyer un signal aux pays candidats à l'Union européenne, à commencer par l'Ukraine : "L'Union européenne ne peut pas être le seul moyen de structurer le continent européen. Il nous faut très clairement trouver la voie pour penser notre Europe et ouvrir une réflexion historique sur l'avenir de notre sous-continent". Aussi afin de ne pas décevoir les attentes populaires, très en faveur de l'héroïsme du peuple ukrainien, Emmanuel Macron a lancé le concept de "communauté politique européenne", qui pourrait permettre de répondre aux aspirations ukrainiennes, moldaves et géorgiennes, mais aussi à celles des États des Balkans occidentaux ». Pour ce qui concerne l'Union européenne, Eugène Berg trace en conclusion une route extraordinairement lucide et exaltante : « Nul ne peut prédire encore à quel moment et dans quel état l'Ukraine rejoindra l'Union européenne. En adoptant leur décision symbolique, le 23 juin 2022, de lui octroyer le statut de candidat à l'adhésion, quatre mois après le début de l'offensive russe, les pays membres de l'Union européenne avaient conscience qu'ils prenaient un choix historique. De ce fait, s'ouvrait l'horizon de la troisième Europe, tout autant géographique que temporel. À l'Europe des Six initiale, du Traité de Rome (1957) avait succédé, par élargissements consécutifs, une nouvelle Europe intégrant les pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que les pays baltes, anciens membres de l'URSS. Ce sommet de l'UE, ayant également conféré le statut de candidat à la Moldavie, dont le sort est étroitement lié à celui de son voisin, c'est désormais la troisième Europe qui s'apprête à rejoindre la famille communautaire. Avec la perspective à terme d'une Union à 33, 36 membres avec l'entrée envisagée

des pays des Balkans, c'est à une tout autre Europe qu'il convient de se préparer sur le plan institutionnel, en matière de défense, d'intégration économique et monétaire ». Et, justement, Emmanuel Berg, décrit dans ses fulgurances conclusives tout à fait passionnantes, l'état des lieux de la concurrence des souverainetés en raison du bouleversement international créé par le conflit : « Les États-Unis ont exercé un contrôle plus étroit sur l'Europe. L'OTAN s'est renforcée et élargie. Les ventes d'armes américaines trouvent des débouchés accrus. Le gaz de schiste américain, dont on nous promet 30 milliards de m<sup>3</sup> par an d'ici cinq ans, voire 50 milliards – le cinquième ou le tiers des exportations de gaz russe vers l'Europe vont parvenir sur les rivages européens. Pour la première fois depuis 1945, les États-Unis deviendront autosuffisants en pétrole dont ils ont exporté 3,4 millions de barils/jour en 2022 ».

Le changement de paradigme est donc bien à nos portes selon l'auteur car, en effet, la lassitude universelle vis-à-vis de l'« hypocrisie » de l'Occident pourrait aboutir à la « fracturation politique, mais aussi économique avec des populations reliées au dispositif financier et technologique occidental, et les autres sur lesquels l'Occident n'aura aucun moyen de pression. Cela passerait par la fin de l'hégémonie du dollar... La dédollarisation d'une partie de l'économie mondiale risque d'être un des facteurs majeurs de l'après-crise. Elle trouve son origine il y a longtemps, dans la prolifération des sanctions américaines ». L'ouvrage est passionnant et invite à la réflexion tout en nourrissant les lecteurs de connaissances théoriques et empiriques maîtrisées par l'auteur.

Régis Poupard



**Nikola Mirkovic**

*Le chaos ukrainien. Comment en est-on arrivé là ?*

Publishroom Factory, 2023.

L'ouvrage est magistral et captive le lecteur qui le lit d'une traite. En effet, tout en rentrant au cœur des nombreux linéaments d'une situation de guerre forcément complexe, dont de nombreux ressorts et événements restent cachés, Nikola Mirkovic possède cet art, tout en pédagogie, de dérouler une analyse stratégique et géopolitique d'une grande clarté ; l'argumentaire est savamment exposé, articulé et solidement référencé. L'auteur est diplômé de l'European Business School, président de l'Association Ouest-Est et a mené de nombreuses missions humanitaires au Donbass en guerre, au Kosovo et en Métarchie. Ses analyses

géopolitiques ont été notamment développées dans ses ouvrages comme *L'Amérique empire* (2021), *Bienvenue au Kosovo* (2019), *Le martyre du Kosovo* (3<sup>e</sup> éd., 2019), etc.

Commençant, en bonne logique, par les définitions du sujet développé, Nikola Mirkovic revient sur les notions d'État, de nation et d'État-nation pour la pleine compréhension de la question ukrainienne et les rapports que cette région a entretenus avec le monde slave et le monde occidental. L'auteur sait insister sur l'extrême ambivalence que peut recouvrir la notion d'« État » et, *a fortiori*, de « nation » pour ce qui concerne le territoire et la population sur le territoire contemporain de l'entité appelée aujourd'hui « Ukraine ». L'histoire complexe et mouvementée sur le côté occidental des différents peuples *in situ* rend extrêmement difficile, voire impossible, de définir ce qu'est un ukrainien contemporain, d'autant que l'hypothétique identité nationale ne résulterait pas d'un processus commun à ces différents peuples conservant leur identité première, russe, polonaise, biélorusse, hongroise ou magyare, roumaine, etc. L'auteur restitue les enjeux géopolitiques majeurs des trente dernières années en Europe, avec, paradoxalement, en acteur premier les États-Unis, puissance pourtant extra-européenne, mais singulièrement dirigeant l'ensemble des événements à partir de la chute du mur de Berlin, l'implosion des Balkans et le refoulement de l'influence russe par l'hyper-militarisation par l'Otan de l'ensemble de son environnement proche. Dans l'esprit des chefs du régime américain, il ne s'était jamais agi de défense, de protection de l'Europe occidentale puis centrale et orientale mais bien d'un plan offensif de conquête de la sphère d'influence russe. Tous les moyens ont été utilisés, la diffusion de la doctrine Wolfowitz, la licence totale donnée aux « faucons » néoconservateurs comme Cheney, McCain, Brzezinski, Nuland, etc. les révolutions de couleurs, l'ingérence directe et indirecte, les provocations aux frontières par la multitude des « exercices » et des « entraînements » de l'Otan, l'installation de systèmes anti-missiles, facilement convertible en plate-forme de lancement de missiles offensifs à tête nucléaires en Roumanie et en Pologne, la formation de certaines élites pour la nomination des gouvernements directement de Washington comme le plus visiblement en Géorgie et en Ukraine, l'utilisation systématique des relais du Pentagone et du département d'État que sont USAid, National Endowment for Democracy, l'Open society, ainsi qu'une bonne partie des ONG occidentales officiellement humanitaires, etc. L'auteur dispose d'une grande connaissance des nombreux détails et faits précis qu'il consigne soigneusement dans les développements de son ouvrage au profit du lecteur, qu'il fait pénétrer au sein des arcanes des décideurs. Les origines du conflit sont magistralement explicitées et se révèlent sous sa plume sous un éclairage rare. Nikola Mirkovic rappelle avec raison la dimension immédiatement planétaire du conflit, par le lien

que la Russie a assumé entre l'invasion et l'accélération de la construction d'un monde multipolaire, ce qui est fondamental pour la bonne compréhension de la vraie dimension du conflit, puisqu'il apparaît effectivement que l'alternative eurasienne au système occidental du système international dominé par les Occidentaux depuis la deuxième guerre mondiale, n'a effectivement jamais été autant crédible. Tout serait à citer dans cette extraordinaire leçon de géopolitique tout entière, il faut le souligner, attachée à la nécessité du retour à la diplomatie, à la fin des combats et au retour de l'indépendance des États européens par rapport à l'idéologie mortifère des néoconservateurs contrôlant l'atlantisme au service exclusif des intérêts de Washington. Sous le titre, *si vis pacem para pacem*, l'auteur énonce dans ses dernières pages, « l'Europe a besoin de stabilité et le monde a besoin de paix. Les enjeux culturels, spirituels, sociétaux et politiques montrent à quel point nous pouvons être divisés entre nations et souvent même à l'intérieur de nos propres nations. La sagesse commande donc de prendre du recul et de réfléchir. Si nous voulons la paix nous devons la construire : *si vis pacem para pacem*. La seule issue à la crise ukrainienne est le dialogue et la volonté d'instaurer la paix. Celle-ci doit se faire de manière équitable avec l'ambition de réconcilier et non de diviser ». L'ouvrage de Nikola Mirkovic enrichit considérablement l'historiographie et la compréhension du conflit majeur que nous vivons actuellement.

RP